

Retour sur mon parcours

Passionné par l'Afrique subsaharienne et la Chine dès les premières années de Licence – de Géographie réalisée à Rennes 2 –, mon projet de recherche, lors de l'entretien d'admission à l'Institut français de géopolitique (IFG) pour le Master Recherche, porte ainsi sur les relations entre ces deux « objets » géographiques, économiques, culturels et géopolitiques. Quelques mois après le début de cette première année de Master, le troisième Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC) de 2006 (Aurégan, 2015) provoque une retentissante médiatisation au « Nord », en France notamment. Cet impact médiatique et bientôt scientifique confirme mon projet de recherche qui porte sur les enjeux géopolitiques, économiques, démographiques et sociaux de la « percée » chinoise en Afrique de l'Ouest. Le premier terrain se révèle être Dakar et le Sénégal, où Abdou Diouf et Abdoulaye Wade ont joué le jeu des « deux Chine » (Taïpei et Pékin), et où des centaines de ressortissants chinois sont alors en train de constituer la plus importante enclave commerciale chinoise (*Chinamarket*) dans la région.

Recherches menées dans le cadre du Master recherche à l'IFG

Après Dakar (2006-2007), Bamako et Nouakchott (2007-2008) sont deux autres terrains d'étude et de recherche choisis pour évaluer et analyser les enjeux géopolitiques de la Chine en Afrique de l'Ouest¹. Avec le recul afférent, ces trois terrains et les deux mémoires inhérents constituent d'excellentes bases analytiques pour évoquer ce changement de paradigme induit par « l'arrivée » de ce bailleur réémergent du « Sud » en Afrique, soit la Chine. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une arrivée, mais davantage d'un retour après un repli interne chinois entre les années 1970 et 1990 (Aurégan, 2016c). Ces recherches portent ainsi sur un large spectre d'acteurs, du commerçant chinois installé à son comptoir dakarois ou bamakois aux relations diplomatiques de haut niveau entre les élites. Elles portent à l'avenant sur : l'aide au développement ; la reconfiguration des enjeux induits ; l'historicité de cette relation globale sino-africaine et bilatérale (sino-sénégalaise, sino-malienne ou sino-mauritanienne) ; les conflits et rivalités d'intérêts créés par ces présences multiscalaires et plurivoques chinoises ; les secteurs d'investissement et de coopération ; les jeux d'acteurs, les potentielles rivalités, et les stratégies de détournement/contournement des élites locales vis-à-vis de ce qui m'apparaît alors comme une nouvelle rente, soit les interventions chinoises en Afrique de l'Ouest.

Les informations, données et connaissances accumulées *via* la pratique de ces terrains ouest-africains vont permettre d'identifier le prochain territoire analysé, cette fois dans le cadre de la thèse de doctorat également préparée à l'IFG, non financée, et sous la co-direction d'Alain Gascon et d'Alphonse Yapi-Diahou : la Côte d'Ivoire.

Recherches menées dans le cadre du Doctorat à l'IFG

Prenant appui sur des recherches précédemment menées en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Mauritanie et Burkina Faso), ma thèse, « Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire-La puissance chinoise à l'école ivoirienne et africaine », se veut une analyse en géographie politique et économique du monde contemporain qui déconstruit la montée en puissance chinoise en Afrique. Pour ce faire, un État et son territoire, la Côte d'Ivoire (Aurégan, 2016b), ont été choisis en raison de leur place et rang au sein des organisations sous-régionales (Union économique et monétaire ouest-africaine ; Communauté des États d'Afrique de l'Ouest), de leur histoire, des liens privilégiés avec l'ancienne puissance coloniale, de la récurrence des relations sino-ivoiriennes (1983), et de la synthèse enrichie que peut former ce pays vis-à-vis des terrains ouest-africains antérieurs. La Côte d'Ivoire (Aurégan, 2016b) accueille effectivement des communautés économiques chinoises aux activités diversifiées – ces migrants-investisseurs (Aurégan, 2013) –, qui sont implantées dans plusieurs communes de la capitale économique Abidjan, prorogant à leur échelle la ségrégation socio-spatiale héritée puis perpétuée depuis l'indépendance. La Côte d'Ivoire,

¹ Bien qu'ils ne soient pas intégrés dans la bibliographie, deux ouvrages publiés aux Éditions universitaires européennes synthétisent ces terrains et mémoires de Master :

Les enjeux géopolitiques de la Chine en Afrique de l'Ouest : études de cas au Mali et en Mauritanie, Sarrebruck : Éditions universitaires européennes, 2011, 192 p.

Les enjeux géopolitiques de la percée chinoise au Sénégal : la puissance asiatique au pays de la teranga, Sarrebruck : Éditions universitaires européennes, 2011, 208 p.

dans sa relation à la « Chine », à d'autres atouts analytiques : elle reçoit des flux d'investissements et d'aide liée conséquents et diversifiés (agriculture, infrastructures, santé, Défense, etc.).

Partant, le mémoire de thèse a tenté de décomposer les relations sino-ivoiriennes, celles et ceux l'incarnant, et leurs stratégies, le tout dans ce contexte particulier de la fin de la décennie 2000. À travers ces relations sont mises en perspective les dynamiques sous-jacentes entre acteurs étatiques (ivoiriens et chinois) comme non étatiques, les regards et représentations respectifs de ces acteurs ainsi que les dynamiques et impacts multiscalaires des diverses formes de présences chinoises. En cela, du commerçant, situé à Adjamé (commune commerçante abidjanaise), en passant par l'Ambassade et jusqu'à l'aide publique octroyée par le gouvernement chinois, cette recherche multiscalaire et pluridisciplinaire analyse les relations sino-africaines par le prisme monographique ivoirien, seule échelle permettant de mettre en exergue la pluralité des enjeux géopolitiques chinois et des acteurs intégrés à ce phénomène global Chine-Afrique. Au sein de cet État ivoirien, en crise latente puis manifeste depuis la reconnaissance bilatérale de 1983, ces facteurs sont les productions de savoirs et les coopérations décentralisées (*Think Tanks* et jumelages), l'aide institutionnelle et les projets de coopération, les échanges commerciaux et les investissements, les relations, les représentations, et finalement les jeux d'acteurs et de pouvoirs d'une puissance chinoise pragmatique, forgeant son expérience africaine à travers le cas ivoirien.

Effectivement, les acteurs locaux, ivoiriens et/ou africains en l'occurrence, sont partie prenante des interventions chinoises et de leurs conséquences. S'ils sont peu représentés dans la première partie de la thèse, « Les présences chinoises en Côte d'Ivoire, un faisceau diversifié d'acteurs et d'activités », excepté lorsque sont abordées les représentations, ils sont en revanche placés au cœur de la quatrième partie, intitulée « La Chine dans le(s) jeu(x) économique(s) et politique(s) ivoirien(s) » qui succède à un changement d'échelle avec la troisième partie « La Chine dans le(s) jeu(x) économique(s) et politique(s) africain(s) ». La dernière partie porte conséquemment sur les quatre temps de la relation (1983-2014), symbolisés par les mandats présidentiels (Houphouët-Boigny, Konan Bédié, Gbagbo et Ouattara jusqu'en 2014), et se veut une mise en perspective des sous-thématiques analysées au préalable : discours et déplacements du personnel de l'Ambassade, instrumentalisation ivoirienne de l'aide chinoise et sa répartition inégale, évolution quantitative et qualitative des échanges commerciaux, des flux d'investissement et d'aide, localisation des migrants, sièges sociaux et activités chinoises, etc. Publiée aux Éditions Riveneuve (Aurégan, 2016a), cette thèse déconstruit donc, par une démarche dialectique, les synchronies et diachronies chinoises, ivoiriennes et syncrétiques, soit sino-ivoiriennes.

Ayant entrepris de développer un raisonnement de géographie politique inchoatif, thèse comme recherches plus récentes (relations globales sino-africaines ; investissements chinois dans l'agriculture africaine ou le football européen) ont mis en exergue les représentations sociales et politiques ainsi que les rivalités de pouvoirs, toutes spatialisées et enchevêtrées, impliquant en définitive compétition, concurrence et pouvoir. Ces recherches montrent que les diverses formes de présences chinoises détériorent les termes de l'échange en créant des distorsions commerciales, engendrent – paradoxalement ? – de nouvelles extraversion et dépendance tout en ayant peu d'impacts sur les anciennes, et restent intimement liées à la maximisation des profits. Cette approche néo-mercantile est incarnée par l'État, ses entreprises à capitaux publics sous tutelle centrale et locale, ainsi que ses institutions et le système bancaire. Mais elle s'oppose de plus en plus aux stratégies commerciales des migrants-investisseurs et à celles de groupes à capitaux privés, développant des activités potentiellement divergentes et incompatibles.

À la confluence des géographies sociale, culturelle, économique et politique, articles, chapitres, thèse et ouvrages peuvent être résumés par le postulat suivant : par ses interventions et présences plurivoques, la Chine transforme paysages (au sens propre comme au sens économiques, politiques, sociaux et culturels) et acteurs (locaux, africains et extérieurs). Néanmoins, si la Chine transforme, elle est en retour transformée par ces multiples expériences outremer qui la nourrissent, engendrant un double processus d'imprégnation qui peut parfois être triple avec l'intégration d'acteurs externes, ou tiers.

Dans le cadre de la thèse, une attention est particulièrement portée sur les conflits et rivalités, sur le rôle et les moyens de ce bailleur/investisseur/prestataire chinois, sur le développement, sur les politiques publiques et stratégies locales, sur la gouvernance et les défis liés à cette présence de plus en plus manifeste de cette Chine plurielle sur le territoire ivoirien. L'objectif est déjà d'analyser le plus finement

possible et selon les moyens disponibles, la porte d'entrée historique de la Chine en Côte d'Ivoire et au-delà en Afrique de l'Ouest, soit l'agriculture d'une part, et d'autre part le secteur économique privilégié par les acteurs chinois, les infrastructures.

Compte tenu des relations nouées depuis 2010 avec Jean-Jacques Gabas et Vincent Ribier (CIRAD), en sus des recherches menées sur ce territoire ouest-africain, le CIRAD me propose d'intégrer [l'équipe de cinq chercheurs financée par le Centre technique agricole ACP-UE \(CTA\), encadrée par le CIRAD](#) et en collaboration avec l'Agence française de développement (AFD), dont la recherche porte sur les investissements agricoles étrangers en Afrique subsaharienne. Chaque chercheur s'étant vu attribuer un terrain de recherche, ce premier doit *in fine* et après son terrain proprement dit, remettre un rapport rendant compte des interventions agricoles chinoises et répondant aux termes de référence proposés par le CTA. Pour ma part, la recherche porte sur les investissements agricoles chinois en Côte d'Ivoire.

Recherches menées pour le CTA et le CIRAD

Cette analyse des interventions de la Chine dans le secteur agricole (Aurégan, 2018-a et 2018-b) en Côte d'Ivoire propose ainsi un état des lieux analytique des différentes formes de présences, d'investissements et d'aides chinoises en Côte d'Ivoire (Aurégan, 2017a). Elle porte notamment sur les conflits et les formes de rivalités pour l'accès aux ressources agricoles et à leur exploitation. Ces crises socio-économiques, politiques et pour partie environnementales sont liées aux filières café-cacao, à l'hévéa, aux ressources halieutiques ainsi que forestières. Les sociétés locales (autochtones, allogènes comme allochtones) sont également intégrées. Une base de données intégrant les investissements agricoles chinois en Afrique a par ailleurs été créée.

Les principaux résultats obtenus sont essentiellement empiriques, de première main et *a fortiori* inédits. Cette recherche exploratoire a confirmé mon intérêt et ma volonté de poursuivre ces travaux sur l'internationalisation des acteurs – économiques – chinois en Afrique, et plus encore sur les impacts engendrés *in situ*. Mon projet de recherche actuel s'inscrit dans cette continuité. Il est également exploratoire et mobilise deux méthodologies usitées depuis le Master Recherche, soit des recherches empiriques comme conceptuelles.

Autres recherches et collaborations scientifiques

Sous la direction de Jean-Pierre Dozon (FMSH, EHESS et IRD), je fus coordinateur scientifique au Pôle recherche de la Fondation Maison sciences de l'homme (FMSH) entre octobre 2015 et janvier 2016. Jean-Pierre Dozon et moi-même avons lancé ce qui devrait devenir le Collège scientifique et doctoral ouest-africain (Abidjan). Souhaité par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche français (MENESR), ce collège doit réunir doctorants et chercheurs ouest-africains. Intégrant des anglophones et des francophones, il doit faciliter les échanges, les relations et les recherches de et au sein de cette région. Ne se limitant pas aux seules sciences sociales, il intègre un volet « professionnalisation » qui doit contribuer à en faire un pôle scientifique d'excellence (à l'image de ceux de la Banque mondiale). En tant que coordinateur, des contacts appuyés ont été engendrés avec de nombreux représentants, institutions et chercheurs, dont l'IRD.

Entre janvier 2016 et les premiers mois de l'année 2018, plusieurs éléments sont finalement à mettre en exergue. J'ai notamment été intégré au Programme Paris sciences lettres (PSL) [Comprendre les relations Afrique-Asie : Espace transversal de recherches et d'enseignement \(CRAA-ETRE\)](#) de la Fondation France-Japon de l'EHESS, participé à des émissions de Radio France internationale (RFI), de France Culture, de Radio Méditerranée Internationale (Maroc) ou de la chaîne d'information en continu *i24news*. J'ai effectué des expertises pour l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) et pour des sociétés de conseil (diagnostics territoriaux dans plusieurs pays africains).

En outre, je poursuis mes collaborations – « informelles » – avec les autres membres du réseau [The Chinese in Africa/Africans in China Research Network \(CA/AC\)](#) géré par *The Social Science Research Council* (SSRC), [mes enseignements dans divers établissements publics, mais également privés](#). Je poursuis à l'avenant [l'encadrement d'étudiants](#), en sus de l'animation (avec Thierry Pairault – Directeur de recherche émérite CNRS-EHESS – et Jean-Jacques Gabas – MCF Sciences po,

anciennement Paris Sud détaché au CIRAD) du [séminaire « Présences chinoises en Afrique-les nouvelles routes de la soie » à l'EHESS](#).

Depuis janvier 2016, mes recherches, antérieures comme actuelles, ont été et [vont être débattues dans une quarantaine de colloques, journées d'étude ou séminaires \(internationaux comme nationaux\)](#). En sus de la publication de mon ouvrage Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire, j'ai également vu [plusieurs de mes articles acceptés et/ou publiés](#). Soucieux de valoriser mes travaux, je propose régulièrement des articles plus courts et/ou thématiques, valorise mes participations aux colloques (chapitres d'ouvrage et actes de colloques) et rédige actuellement plusieurs documents (articles, actes de colloques, chapitres et ouvrage portant sur les relations Chine-Afrique). En 2018, la principale publication est celle de l'ouvrage co-rédigé avec Sophie Wintgens (FRS-FNRS, Cevipol ULB) avec laquelle nous avons organisé un double atelier au Congrès Asie de 2017. Les actes de huit communicants, qui ont fait l'objet d'une double évaluation anonyme et indépendante, seront ainsi publiés dans « Présences chinoises en Afrique et en Amérique latine : une coopération Sud-Sud ? » aux éditions Academia L'Harmattan.

Ayant par ailleurs publié sur le football, sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD ; Aurégan, 2017b), sur Taïwan, sur d'autres régions africaines ou espérant le faire prochainement (Inde en Afrique), ces thématiques ou « objets » peuvent sembler éloignés de mon projet de recherche, mais ils contribuent, selon moi et à leur manière, à développer une vue circulaire sur les interventions chinoises à l'étranger et les impacts créés dans les régions d'accueil. Ils pourvoient ainsi à des montées en généralité considérées comme indispensables. En définitive, depuis la soutenance de 2014, je mène trois principales activités : d'enseignement, de recherche – qui se matérialise notamment par les publications –, et scientifiques (séminaire EHESS, communications et organisation de manifestations, dont un double atelier aux REAF 2018).

« Représentations, « intégrations » et organisations : les enjeux des dynamiques migratoires chinoises à Abidjan (Côte d'Ivoire) », *Monde Chinois*, 2013, N° 33, pp. 55-66.

« Les enjeux du Forum de coopération Chine-Afrique », *Diploweb*, octobre 2015. Disponible sur Internet : <https://www.diploweb.com/FOCAC-Les-enjeux-du-Forum-de.html>.

Géopolitique de la Chine en Côte d'Ivoire, Paris, Riveneuve Éditions, 2016a, 386 p.

« Les interventions chinoises en Côte d'Ivoire: aide, investissements et migrants-investisseurs », *Autrepart*, 2016b, N° 76, pp. 89-108.

« Temps et non-temps des relations sino-africaines », *Géoéconomie*, 2016c, n° 81, pp. 177-195.

« Les investissements publics chinois dans les filières agricoles ivoiriennes », *Cahiers Agricultures*, 2017a, Volume 26, N° 1, 9 p. Disponible sur Internet : http://www.cahiersagricultures.fr/fr/articles/cagri/full_html/2017/01/cagri160051/cagri160051.html.

« The Millennium Development Goals and Chinese involvement in French-speaking West Africa: which contributions for which issues? », In : D'ALESSANDRO, C. et ZULU, L. (dir.), *Africa in the Post-2015 Development Agenda. A Geographical Perspective*, Londres, Routledge, 2017b, pp. 210-227.

« Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique : étude de cas en Côte d'Ivoire », *Les Cahiers d'Outre-Mer* (Géopolitique du boom rizicole), 16 p. ([accepté, à paraître 2018-a](#)).

« De la diversité des interventions agricoles chinoises en Afrique : modalités et enjeux à partir du cas ivoirien », *Les Cahiers de l'Association Tiers-Monde*, n° 33, ([à paraître 2018-b](#)).